

Zeitschrift: Revue économique Suisse en France
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 76 (1996)
Heft: 4: L'euro condamné à réussir

Artikel: Après une année 1996 catastrophe, les forces vives de la Suisse entamées
Autor: Fabarez, Alain
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-889369>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

APRÈS UNE ANNÉE 1996 CATASTROPHE, LES FORCES VIVES DE LA SUISSE ENTAMÉES

L'année 1996 est aujourd'hui à peu près bouclée. On en connaît globalement les résultats pour notre pays. En raison de la baisse de la consommation interne, de la stagnation ou, selon les secteurs, du recul des investissements et de la morosité conjoncturelle en Europe, notre produit intérieur brut s'est une nouvelle fois replié.



**Alain
Fabarez**

Directeur
du quotidien
économique
suisse
"L'Agefi",
Lausanne

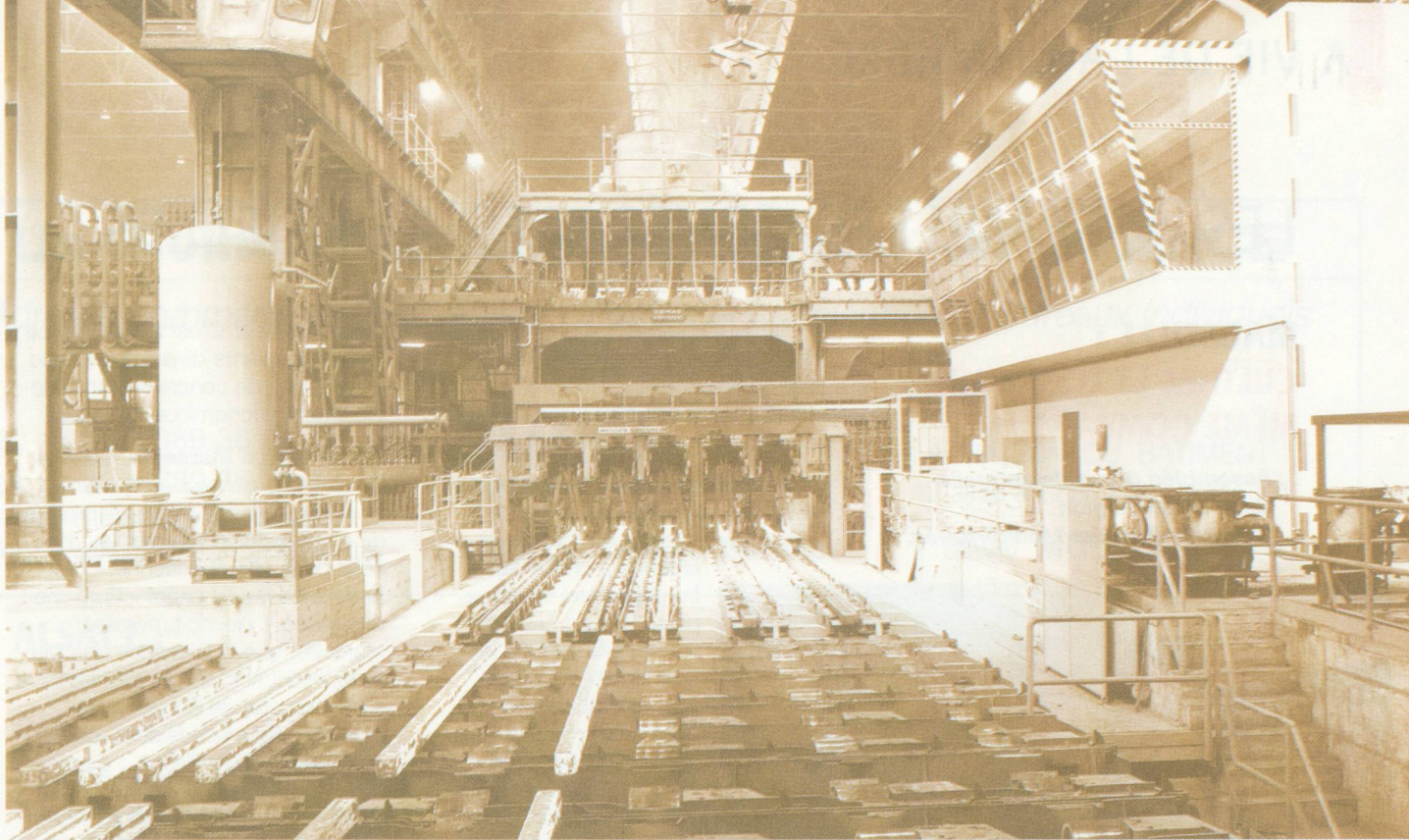
Les économistes et les commentateurs qualifient cet "état de fait" de récession ou de déflation. A tort malheureusement, car récession ou déflation s'inscrivent dans un cycle conjoncturel. On progresse pendant une période, on ralentit ensuite, pour repartir. Ce qui bien évidemment n'est pas grave. Normal en fait. Pourtant, un simple dictionnaire nous le rappelle : récession implique ralentissement ou fléchissement de l'activité économique. Déflation : ralentissement de l'inflation par des mesures monétaires ou financières.

L'analyse de la situation actuelle nous montre, à l'évidence, que ce n'est pas ce type

de situation que nous vivons. Nous ne sommes pas en période de cycle, en période de ralentissement pour mieux repartir. Nous sommes – il ne faut pas nous le cacher – en période de destruction structurelle ! En d'autres termes, des pans entiers de notre économie sont en train de s'effondrer et/ou de disparaître... »

de situation que nous vivons. Nous ne sommes pas en période de cycle, en période de ralentissement pour mieux repartir. Nous sommes – il ne faut pas nous le cacher – en période de destruction structurelle ! En d'autres termes, des pans entiers de notre économie sont en train de s'effondrer et/ou de disparaître, sans que la timide création de nouvelles entreprises ne pallie ce gouffre vertigineux sous nos yeux, sans véritable réaction de nos autorités. Et plus on laissera les choses aller, plus il sera difficile de remonter la pente.

Des exemples ? Ils foisonnent. Les indéfectibles optimistes citent l'horlogerie. C'est, a contrario, un bon exemple.




D.R.

La grande crise a coûté plusieurs milliards de l'époque à notre communauté et si, après des années de galère, certaines sociétés ont relevé la tête, on dénombrait six cents entreprises horlogères dans les années quatre-vingt. Elles sont dix fois moins aujourd'hui et l'horlogerie de luxe, fierté du pays, est passée majoritairement sous coupe étrangère. La crise actuelle détruit donc des secteurs entiers de notre structure. Le primaire, avec l'agriculture ; le secondaire, avec notre industrie, qui s'étirole chaque jour un peu plus : le secteur des machines bien sûr, mais aussi le textile dont il ne reste que quelques bribes, etc. Quant au tertiaire, il est attaqué de toutes parts : la distribution prend son envol vers d'autres horizons, la banque n'est plus ce qu'elle était (on sait les charrettes de licenciements... passées et à venir). Plus grave : lorsque nos grands établissements investissent dans les nouveaux secteurs porteurs, comme les synthétiques, ils le font à Londres ou à Luxembourg, au détriment de Zurich ou Genève. Nous sommes en plein dans le rouge. La Banque Nationale Suisse l'a compris, elle qui milite maintenant quasiment pour le retour de l'inflation ! Car il nous faudra notamment un peu d'inflation pour faire repartir le bateau, pour relancer la consommation, baisser les salaires sans que la pilule soit trop amère, payer la dette publique. Et des réformes de structure, des dérèglementations, des assouplissements...

« Une véritable révolution culturelle est face à chacun d'entre nous ; elle ne pourra entrer en force que si elle repose sur un véritable consensus social. »

Une véritable révolution culturelle est face à chacun d'entre nous.

Retrouver un consensus social

Malheureusement, il appert que celle-ci ne pourra entrer en force que si elle repose sur un véritable consensus social. Un vocable galvaudé, mais primordial. Consensus social veut dire que les plus nantis paient plus volontiers leurs impôts, qu'ils évitent de transférer leurs avoirs à l'étranger. Que les grands industriels délocalisent en tout dernier ressort. Que les financiers ne licencient qu'à juste titre. Que les collaborateurs retroussent leurs manches et ne rechignent pas aux heures et efforts supplémentaires, etc. En sommes-nous là ? Certainement pas. Et c'est ce qui est grave car, sans ce consensus fondamental, le pays va être tout simplement dans l'impossibilité de faire face aux défis qui le guettent. Ces défis s'appellent mondialisation de l'économie, avènement de l'Union économique et monétaire ou, plus prosaïquement, concurrence transfrontalière. Ces défis veulent dire que nos acquis, notre sécurité, sont attaqués de toutes parts. Et, en "mots simples", que si nous ne nous serrons pas les coudes, nous périrons – certes, chacun de notre côté, mais tous les uns après les autres. Même si, comme cela semble être le cas, la reprise conjoncturelle en Europe et dans le monde devrait dès l'année prochaine nous permettre un léger rebond. 

Des pans entiers de notre économie vont tomber.